

Mulhouse, le 28 août 2007

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

Objet : Installations Classées
Sté SITA Alsace - carrière de Retzwiller-Wolfersdorf
• Autorisation de changement d'exploitant

Référ : Arrêté préfectoral n°2007-222-10 du 10 août 2007

I –OBJET DU RAPPORT

La Société SITA Alsace a été autorisée à poursuivre l'exploitation, au lieu et place de la Société Briqueterie de Rouffach, d'une carrière de marne et lœss à Retzwiller et Wolfersdorf : arrêté préfectoral n°2007-222-10 du 10 août 2007.

Une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'article 30.2.2 de cet arrêté préfectoral qu'il convient de signaler au nouvel exploitant.

II- OBSERVATIONS et PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Nous proposons que l'exploitant de la Société SITA Alsace fasse l'objet d'un arrêté préfectoral attirant son attention sur le fait qu'une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'article 30.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-222-10 du 10 août 2007 l'autorisant à poursuivre l'exploitation, au lieu et place de la Société Briqueterie de Rouffach, d'une carrière de marne et lœss à Retzwiller et Wolfersdorf, dans le § « Dans un 2nd temps ».

Il y a lieu de lire :

« Dans un 2nd temps

a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg - 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la Sté SITA Alsace devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé»,

au lieu de l'actuelle rédaction :

« Dans un 2nd temps

a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg - 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la Sté Briqueterie de Rouffach devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé».